

LE CAPITALISME N'A PAS D'AUTRE ALTERNATIVE QUE DE S'ATTAQUER AUX DROITS DES TRAVAILLEURS !

ET LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS D'AUTRE ALTERNATIVE QUE DE LUTTER POUR RENVERSER LE CAPITALISME !

Camarade travailleur

Nous nous mobilisons contre les ordonnances Macron Pénicaud réformant le Code du travail qui sont une remise en question de tes droits. Elles ne sont que le début d'une série de mesures favorables au patronat, qu'il nous faudra aussi combattre.

Depuis le début de la crise de 1973, l'offensive du capital contre les travailleurs n'a jamais cessé. Le conflit capital travail a toujours été au cœur du développement du capitalisme. Les capitalistes ont constamment cherché à réduire les droits des travailleurs pour rendre l'exploitation du travail toujours plus « profitable ». **Dans la société capitaliste, tous les « acquis », droits et avantages obtenus parfois par une lutte sanglante sont remis tôt ou tard en question.**

En France ce qu'a obtenu la classe ouvrière à la suite de grandes périodes de lutte (1936, 45-47,68) l'a été grâce à une forte organisation, une mobilisation d'une très grande majorité des travailleurs et à niveau de conscience politique sans laquelle les travailleurs n'auraient pu se mobiliser aussi massivement. Chez les travailleurs, le communisme incarné par l'URSS fut un facteur important pour leurs mobilisations pour lutter. On peut dire qu'il y eut une unité d'action de la classe, autour des syndicats (notamment de la CGT, politiquement influencée par l'esprit communiste) dans une perspective anticapitaliste.

La bourgeoisie n'a jamais changé de cible : avec constance et persévérance elle a cherché à laminer et contrôler les organisations que la classe ouvrière s'est données pour lutter pour ses objectifs propres. D'abord éliminer ou rendre inoffensives ses organisations révolutionnaires, et en particulier le parti communiste, le syndicalisme de lutte de classe et jusqu'aux associations culturelles, sportives, de solidarité de la classe ouvrière. Cette démarche a pris plusieurs formes : Pression politique, arrestations, sanctions financières, amalgame, corruption de syndicalistes... etc.

Aujourd'hui Macron et Philippe ne sont pas tombés de ciel. Quand Hollande dit qu'il « a laissé un bon terrain », il n'a pas tort. La dégradation des droits de travailleurs n'a pas été menée pas un seul gouvernement. C'est sous Mitterrand que tout a été enclenché. C'est le début de la restructuration capitaliste au niveau mondial dont Maastricht est la conséquence, de la destruction des grands bastions industriels des travailleurs, le glissement ouvert du PC dans le jeu politique bourgeois. A suivi la remise en cause de ce que les services publics avaient de favorable aux travailleurs, les privatisations, la destruction de pans entiers de l'industrie, la délocalisation, la précarisation... que les reformes réactionnaires de Balladur, Villepin, Sarkozy et Hollande ont accentué.

Tant que la société capitaliste perdurera, il n'y aura aucun « acquis » définitif. Il nous faut défendre nos droits constamment et répondre aux attaques. Ces droits ne nous ont pas été donnés, ils ont été arrachés par la lutte quand nous avons su créer **un rapport de force politiquement favorable, quand le pouvoir de la bourgeoisie a été menacé.** Et cela n'est pas non plus acquis facilement, en particulier quand il faut se mobiliser pour passer à un niveau

supérieur de la lutte, de l'entreprise jusqu'au niveau national, et mettre en échec le gouvernement.

Les patrons et leur syndicat le MEDEF, accusent le syndicat CGT de faire de la politique. Mais devant toutes ces mesures politiques prises par le gouvernement et au plus haut sommet de l'Etat, **les travailleurs eux devraient s'abstenir d'une réponse politique ?!**

Le ROCML soutient sans réserve l'initiative de la CGT pour faire face à cette offensive du capital. Les travailleurs n'ont d'autre solution **que de riposter politiquement** et de créer les conditions de leur unité d'action autour de la CGT au plan syndical. Sans unité de classe aucune victoire n'est possible. La politique de collaboration des **directions** de certaines confédérations comme la CFDT ou de FO, ne peut pas empêcher l'unité d'action à la base de tous les travailleurs sans distinction d'appartenance syndicale.

Cette unité de classe doit clairement combattre le système capitalisme sinon la lutte pour nos droits sera utilisée pour aménager le capitalisme.

Les réformes réactionnaires de Macron-Phillipe, sont en continuité des lois El-Khomri, Rebsamen... etc. La bourgeoisie a conscience que tout n'est pas gagné pour elle. Voilà pourquoi elle mène une propagande pour isoler la CGT. Elle sait par expérience que la capacité de mobilisation de la classe ouvrière est plus grande qu'on pourrait le croire.

Travailleurs, jeunes, femmes, immigrés et retraités, aujourd'hui l'enjeu est important. On doit défendre nos droits à tout prix ! La lutte syndicale est déterminante mais elle ne saurait suffire. Ne prêtons pas l'oreille à la propagande de la bourgeoisie que ses médias déversent à flots ininterrompus pour culpabiliser les travailleurs et paralyser leur riposte. Construisons notre unité et la convergence de lutte ouvrière et populaire face à cette offensive. La classe ouvrière ne doit pas hésiter à utiliser tous les moyens de luttés dont elle dispose, à organiser la solidarité avec travailleurs en lutte, des réunions d'information, des assemblées pour discuter de l'action à mener, des grèves, des occupations... etc.

Sans perspective politique anticapitaliste révolutionnaire, la mobilisation restera fragile, au niveau d'une simple résistance aux attaques du capital et non d'une offensive contre lui. Tirons les leçons des luttes de 1995, 2003, 2005, 2007, 2010 et 2016 et celles des autres pays, récemment la Grèce et la Turquie, pour ne citer que les plus récentes.

Une leçon principale que l'on peut tirer de tous ces événements est que nous devons, nous travailleurs, rejeter les illusions réformistes visant à réformer le capitalisme que continuent à défendre les organisations politiques électoralistes de « gauche », illusions qui ne sont qu'un moyen pour nous soumettre à la politique de la bourgeoisie, illusions qui nous empêchent de mener une controffensive au plan politique et pratique, d'accumuler des forces pour faire naître ou renaitre le parti politique et l'organisation syndicale de lutte de classe.

Faisons de ce 12 septembre le jour où nous nous engageons dans cette voie. La dégradation de nos organisations de classe qui a duré plusieurs décennies sera surmontée par une lutte prolongée. Et elle ne sera victorieuse que si nous rejetons toute illusion de réformer le capitalisme pour le rendre plus « humain ». Les communistes marxistes-léninistes sont du côté des travailleurs, avec l'objectif qu'ils mènent une action politique indépendante de celle de la bourgeoisie.

Battons-nous pour l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières !
Les ordonnances à la poubelle !
À bas le capitalisme !
La classe ouvrière vaincra !

